

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 22, DIM. 23, LUND. 24 AVRIL 1978 - N° 684 Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76 2, 00 F.

L'Assemblée nationale vote l'austérité :

CEYRAC SATISFAIT

Jeudi, Barre recevait Ceyrac. Nul ne sera étonné que le patron des patrons apporte un chaleureux soutien à la politique que Barre avait exposée la veille devant l'Assemblée. «Votre politique est fondamentalement bonne», lui a-t-il dit. Toutefois, pour la forme, il devait exprimer le regret que la liberté des prix n'intervienne pas avant le mois de juillet. Visiblement les capitalistes meurent d'impatience de réaliser des profits encore plus juteux. A propos de l'ouverture des négociations avec les centrales syndicales, Ceyrac a annoncé qu'elles débute- raient en mai.

Lire en page 2

TROUPES FRANÇAISES HORS DU TCHAD!



En février dernier, après l'envoi d'un contingent de parachutistes, le gouvernement français déclarait qu'il n'enverrait plus de soldats au Tchad.

A la fin de la semaine passée, le ministère de la Coopération niait la mort de soldats français au Tchad lors d'un accrochage.

On apprenait vendredi que plusieurs centaines de légionnaires du 1^{er} régiment étranger de cavalerie venaient d'être transportées en toute hâte au Tchad pour tenter de faire face à l'offensive du Front de Libération Nationale. Le ministère de la Coopération a dû avouer dans le même temps que des soldats français avaient bien été tués au Tchad. Selon l'AFP il y aurait quatre autres morts et un important matériel français détruit.

L'offensive du Frolinat menace à ce point le régime de Malloum que celui-ci a envoyé un émissaire à

Paris pour demander au gouvernement un engagement plus important à ses côtés, du même type que celui de Mauritanie. Giscard ne s'est pas fait prier.

La bourgeoisie française entend bien maintenir ses zones d'influence et ses intérêts en Afrique, Giscard continue à s'engager dans «l'aventure africaine».

Le gouvernement français semble bien décidé à continuer l'escalade dans son soutien armé aux régimes réactionnaires d'Afrique.

Mais ce ne sont pas les légionnaires de Giscard qui pourront empêcher le développement des luttes du peuple tchadien et sauver le régime déjà mal en point de Malloum.

L'envoi de troupes françaises au Tchad marque un pas de plus dans le discrédit dans la politique extérieure de Giscard mais ne peut susciter que l'opposition résolue des travailleurs de France.

Des MIG 21 russes détournent un Boeing

Un Boeing sud-coréen aurait été intercepté par des Migs soviétiques dans la région du Pôle Nord. Transportant 16 membres d'équipage et 96 passagers, il aurait subitement cessé de correspondre avec la tour de contrôle. Interrogés par les ambassades du Japon et des Etats-Unis, les Soviétiques se terraient à l'heure où nous mettons sous presse dans un mutisme résolu.

Les Migs ont intercepté l'avion parce qu'il survolait une région comptant de très nombreuses bases militaires russes, équipées de très nombreux radars.

Foyers Sonacotra : meeting populaire

SAMEDI 22 AVRIL 14 h CITE LA COURTILLE A St-DENIS

(Autobus : 153 b à la porte de Paris à Saint-Denis 250 b porte de la Chapelle, 150 porte de la Vilette, il faut descendre à la station «Cité floréal»)

Paysan-Travailleur : «Les élections passées, nos problèmes demeurent»

Lire en page 6

PCF : les dissensions continuent à se développer

Lire en page 3

Lire en pages centrales

La plateforme de l'UOPDP

9^e CONGRÈS DU PCE

«NOUS ACCEPTONS L'AUSTERITE»

Le PCE tient son 9^e congrès à Madrid depuis mercredi jusqu'à dimanche. Dès avant le Congrès, une lettre a opposé partisans et adversaires du «léninisme». Au delà de ce débat (où tous étaient au fond d'accord pour rejeter l'idée que le léninisme soit encore d'actualité), la politique du PCE repose sur trois points fondamentaux :

- La tactique d'Union nationale et de collaboration de classe concrétisée dans le pacte de la Moncloa, qui aura bientôt six mois.
- Le nouveau projet de société dit de «*démocratie politique et sociale*».
- Et enfin, la conception et le fonctionnement du parti.

Lire en page 6 et 7

Ceyrac à Barre

«Les orientations de la politique du premier ministre me paraissent fondamentalement bonnes»

Barre recevait jeudi Ceyrac président du CNPF et neuf de ses comparses. On ne s'étonnera pas que le patron des patrons ait déclaré à la sortie : «Les orientations de la politique du premier ministre me paraissent fondamentalement bonnes».

La seule réserve que le CNPF exprime concerne le retour à la liberté des prix qui devrait intervenir selon eux immédiatement et non en juillet. Ils ont été entendus en ce qui concerne les prix agricoles qui seront libérés tout de suite. Par ailleurs, le patronat aimerait que la libéralisation concerne aussi «le commerce» et «les servi-

ces». Enfin deuxième volet à l'ordre du jour de la rencontre entre le CNPF et le premier ministre la question de la politique «d'ouverture». A la sortie, Ceyrac déclarait : «Nous sommes d'accord pour aborder avec les syndicats qui nous le demandent ou qui nous l'ont déjà demandé, des négociations». La CGT a demandé une entrevue. Il est vrai que par ailleurs vu l'absence de toute volonté apparente de construire un rapport de force sérieux à la base, la centrale de la rue La Fayette, n'a pas beaucoup d'autre perspective. Ceyrac a donné le mois de mai comme date d'ouverture des négociations.

L'Aurore vendu ?

D'après certaines informations le journal *L'Aurore* appartenant à Boussac aurait été vendu à Dassault, en début de semaine. La vente concernerait le titre, la société éditrice, l'imprimerie, mais pas l'autre journal appartenant au PDG du textile : *Paris Turf*.

Boussac envisageait ainsi de renflouer son groupe dont il aime à dire qu'il est en difficulté.

Violons mal accordés

Robert Pontillon, responsable du PS aux affaires internationales, avait fait, il y a quelques jours, une déclaration à propos de la participation de Ségué au congrès de la FSM dans Prague «ville occupée». Cette déclaration a entraîné de multiples protestations y compris au sein du PS. La direction précise que ce jugement n'engage que son auteur. Par ailleurs, huit socialistes militants de la CGT dont certains sont au CERES affirment dans un communiqué qu'il ne saurait être question «que le PS donne des consignes sur l'attitude que doivent prendre les socialistes au sein de la CGT». Il ajoute : «Visiblement, R. Pontillon n'est pas informé du débat qui existe dans la CGT sur son fonctionnement démocratique».

A un mois du congrès du MRG

Dans le clan de Maroselli, l'un des deux candidats à la présidence du MRG, on prend des précautions matérielles en prévision du congrès décisif, qui aura lieu les 20 et 21 mai. Il faut désormais montrer patte blanche pour rentrer au siège : on a changé les verrous ! et installé des judas pour écarter les militants

Et tout cela en l'absence du seul responsable favorable à l'autre candidat, Michel Crépeau. Pendant ce temps, les autres secrétaires nationaux se réunissent en toute tranquillité, Manuel Diaz, le milliardaire, Guy Genesseeux et Pierre Bracque. Tous trois sont, on le sait, peu suspects de sympathie pour la gauche du mouvement et son candidat, Michel Crépeau. Le pauvre Robert Fabre, bien malade deux jours avant, était là aussi.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

Au Parlement

● BARRE OBTIENT «LA CONFIANCE» ● DES SOCIALISTES RECLAMENT PLUS DE «RIGUEUR»

● Barre demandait jeudi aux députés de lui accorder la confiance après avoir exposé la veille la politique qu'il entendait adopter. On sait que plus qu'un plan Barre n° 3, il s'agit d'une attaque encore plus sévère contre les travailleurs, puisque la politique prévue se rapproche de très près du «capitalisme sauvage», c'est-à-dire d'une intervention minimum de l'État dans les mécanismes de régulation économique. C'est sans doute une inflation et un taux de chômage sans précédent qui en seront les résultats principaux pour les travailleurs.

Comment pourrait-il en être autrement alors que l'État se propose de libérer à partir de juillet «de manière irréversible» les prix et de liquider les moins solides des entreprises, donc de multiplier le nombre des licenciements.

«VOUS MANQUEZ DE COURAGE»

On se doute que dans le débat qui a suivi, il ne s'est pas trouvé trop d'orateurs pour énoncer ces quelques vérités. N'a-t-on pas vu au nom du PS, le député Chandernagor mettre en doute la volonté de Barre d'appliquer ses sinistres projets ?

«Ce qui m'a frappé dans

vos discours, c'est la multiplicité des intentions et l'absence d'une échéance, de priorités, bref d'un plan d'action véritable, devait-il dire avant de conclure : «Ma crainte, c'est que les réformes aussi timides que vous les prévoyez s'en trouvent une fois de plus remises à plus tard». Cette intervention ne fait que confirmer les propos de Mitterrand en septembre-octobre 76 : «Je ne souhaite pas que le plan Barre échoue».

Guéna, pour sa part, se montra moins conciliant que ne l'avait été Debré la veille. Il évoqua notamment «l'économie déprimée» et avec la démagogie sans borne qui caractérise

le RPR il se permit même de parler «du nombre insupportable des chômeurs». Dans sa réponse, Barre devait dévoiler l'autre volet de sa nouvelle politique, «l'ouverture» qui pense-t-il, peut dans un premier temps aider la restructuration intensive à s'effectuer. «L'opposition est respectable dans ses idées et ses conceptions, devait-il affirmer. Il appartient à la majorité de ne pas l'ignorer et de ne pas l'écraser. Si le gouvernement compte sur la majorité, il entend aussi répondre courtoisement et objectivement à ce que l'opposition pourra présenter, quel que soit le ton des critiques». Ces avances à

la gauche lui ont évité d'évoquer la question de l'instauration du scrutin à la proportionnelle dont Guéna devait redire que le RPR y était farouchement opposé. Il ne restait plus qu'à l'ultra-réactionnaire Florence d'Harcourt, qui Neuilly, de faire une déclaration sur les partis politiques et la morale pour recueillir les applaudissements de quasiment tous les députés.

Nul ne s'étonnera que Barre ait obtenu la confiance par 260 voix contre 157. (Deux députés PS Darras et Haesebroeck s'étaient abstenus).

François MARCHADIER

L'essentiel des mesures annoncées

Ci-dessous l'essentiel des mesures annoncées par Barre en matière de politique économique :

● Plafonnement, aux taux actuels de l'impôt sur les sociétés, sur le revenu des personnes physiques, de la TVA et des cotisations so-

ciales en 1978 et 1979.

● Retour progressif, mais irréversible, à la liberté des prix industriels.

● «Vérité» des tarifs publics, ce qui signifiera une hausse peut-être même dès le 1^{er} mai.

● Incitation à l'épargne à long terme.

● Augmentation du SMIC plus rapide que la moyenne des salaires.

● Instauration d'un revenu familial minimum en 1979 pour les familles et élaboration d'un statut social de la mère de famille de trois enfants.

● Recondiction des mesures en faveur de l'emploi des jeunes.

● Préparation d'une loi cadre sur l'agriculture.

● Révision, dès 1978, du VII^e plan.

● Projet de loi pour l'amélioration des procédures des conventions collectives.

Barre a également annoncé qu'il fera procéder à «l'étude d'un prélèvement sur les grosses fortunes» étude dont il communiquera les conclusions au Parlement.

DES REACTIONS

Pour Chandernagor : «Cela manque de rigueur planificatrice». Mitterrand était chargé pour le PS de répondre à Barre : «Vous n'annoncez aucune relance, ni économique, ni politique, ni sociale».

Passons sur les commentaires de Chénouat qui parlait au nom de l'UDF et donc soutient l'orientation annoncée par Barre. Baligner pour sa part devait répéter que le PCF «avait tout mis en œuvre pour la victoire» puis se donner le beau rôle en dénonçant «la continuité».

Debré pour sa part qui parlait au nom du RPR regrettait que des priorités ne soient pas davantage dégagées et mettait en garde le gouvernement contre un changement de

mode de scrutin : «On disserte ça et là sur le mode de scrutin et certains parlent d'en changer (...) Mais vouloir par des astuces subalternes altérer l'expression du suffrage et chercher à diviser la majorité sur l'essentiel, ce serait, en son début, condamner cette législature à l'impuissance». Tenant des propos d'un ton très différent de ceux qu'il avait prononcés lors du congrès du RPR il y a presque deux semaines, il devait conclure, en disant : «Retenez de mon propos que nous ne cherchons pas et que nous ne cherchons jamais à vous soutenir du bout des lèvres. La confiance doit être profonde et elle ne doit pas être à sens uni-

La direction du PCF aux militants de base «CAUSE TOUJOURS...» !

Guy Hermier, membre du BP revient dans un article défensif et embarrassé dans *l'Humanité* de vendredi sur le «débat démocratique». Manifestement la direction du PCF

tente non sans mal de minimiser les contradictions qui secouent ce parti et à les ramener dans le cadre qu'elle essaie de mettre en place.

Sans sourcilier, Hermier affirme :

«A quelques exceptions près, ils (des centaines de milliers de communistes) manifestent un profond accord avec la politique menée par notre parti au long de cette rude bataille comme avec les principaux enseignements qu'en a tiré le BP».

La solution c'est le «débat» et Hermier de préciser qu'il n'y aura pas d'exclusion, ni de dissolution ; il est vrai que ces temps, le

phénomène nouveau qui commence à apparaître ce sont les démissions.

Face aux contradictions la tactique de la direction du PCF est double : à la fois réaffirmer que le PS est responsable et mettre en garde tous ceux qui ne respectent pas le cadre organisé du PCF et dans le même temps «laisser cau-

ser» du moment que le projet même du PCF n'est pas remis en cause.

En attendant, comme le dit Hermier, le CC dans moins d'une semaine qui lui, «déterminera les tâches de tous les communistes pour la période à venir».

De quoi convaincre les militants du PCF aujourd'hui dans l'impasse !

VILLEURBANNE EN CRISE

Hernu à Villeurbanne avait fait alliance pour les municipales avec des candidats du groupe Villeurbanne 2 000. Comme ceux-ci se sont abstenus dans plusieurs votes, il a retiré leur délégation à trois d'entre eux.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

QUAND LA CRISE DU PCF SECOUE UNE STRUCTURE CGT...

Dans mon syndicat CGT du Val de Marne on a un bon écho des contradictions qui agitent le PCF. Au dernier conseil syndical départemental où viennent les secrétaires syndicaux (dont un grand nombre sont au PCF), personne ne voulait prendre la parole après le rapport plutôt palot de la secrétaire. Silence gênant : «*Qui est-ce qui commence ?*». Alors j'y suis «allé» rappelant les projets divergents du PS-PCF, le recul des députés de gauche sortants, du PCF dans ses bastions, expliquant l'émergence de

nouvelles aspirations chez les travailleurs. Nouveau silence. Puis une camarade du PCF : «*Je suis d'accord avec X... on a négligé les aspirations profondes des travailleurs*». Un autre camarade du PCF, cheveux blancs, la voix vibrante, ancien FTPF : «*Ne nous le cachons pas. Le programme commun est mort. Il nous faut de nouvelles perspectives politiques. Le camarade a raison. Le problème, ce n'est pas de battre la droite. Passer son temps à dire : «Faut battre la droite» c'est de l'électoralisme ! Battre la droite*

pour foutre qui à la place ? Pour faire quoi ? (Il crie presque...). Au Chili, au Portugal, on avait battu la droite et après ? Non ! Le problème, c'est celui de la place des travailleurs dans ce pays, c'est celui du cheminement des idées du socialisme. On nous a pris pour des imbéciles le 13 mars ! Il ne faut pas opposer cependant la lutte et la voie démocratique. J'en terminerais en disant qu'un jour il faudra qu'on discute de l'énergie nucléaire. Je ne suis pas du tout d'accord (il insiste) sur la position que Séguéy s'est

permise de prendre en notre nom». L'intervention est relayée par d'autres qui remettent en cause les grèves de 24 heures... Les explications «officielles» du type : «*On a perdu les élections à cause de l'anti-communisme du pouvoir*» lassent. Aujourd'hui, des camarades du PCF nous apostrophent en nous disant : «*Qu'est-ce que vous proposez ?*... Ce changement de climat syndical en dit long sur les contradictions internes.

Un camarade de la CGT

PCF : LES DISSENSIONS CONTINUENT A SE DEVELOPPER

Jacques Frémontier, rédacteur en chef d'*Action*, le journal d'entreprise du PCF, vient de faire connaître sa démission de ses responsabilités. Il avait déjà proposé cette démission à Marchais à la fin du mois de janvier. Cette décision est motivée par des divergences politiques, mais il a saisi une occasion précise : Frémontier était chargé d'une brochure électorale, *Vivre*. Celle-ci, tirée à 1 million et demi d'exemplaires, fut mise au pilon... parce qu'y figurait une photo de Juquin, membre du Bureau Politique, serrant la main à Pliouchitch ! La nouvelle version diffusée remplaçait la photo du contestataire russe par celle du 22^e congrès : tout un symbole...

La démission de Frémontier, celle que fait

connaître un militant dans la tribune libre ci-contre, l'interview aussi d'un membre du comité fédéral de Côte d'Or, publiée par les *Dépêches* du 19 avril, tout cet ensemble montre que les conflits ne s'apaisent pas, bien au contraire, au sein du PCF. C'est là un signe de l'ampleur des contradictions qui traversent ce parti. C'est là aussi, un démenti pour ceux qui, y compris à la direction du PCF, espéraient pouvoir récupérer sans trop de problèmes, un mois de débat. Il apparaît maintenant avec netteté que le Comité Central des 26 et 27, non seulement n'apportera aucune réponse quant au fond des questions posées, mais aussi ne mettra pas un terme aux contradictions.

N.D.

Déclarations de Frémontier... (ex-rédacteur en chef d'*Action*)

Jacques Frémontier porte ses critiques sur l'Union de la gauche, sur la tactique, et aussi sur la manière d'accéder au pouvoir.

«Nous nous sommes trompés sur la «prise de pouvoir». Abrutis par trois

quarts de siècle de léninisme, nous répétons des schémas usés, dont nous avons pourtant déjà largué les indispensables prémisses. Aujourd'hui, face à la domination de classe de la bourgeoisie, il ne nous reste qu'une stratégie possible : la lente conquête de l'hégémonie, ce qui suppose l'in-

vestissement de l'appareil d'Etat — et plus particulièrement de ses appareils idéologiques. En multipliant les conditions et les préalables, nous avons démontré que nous étions pour le moment incapables de négocier les compromis inévitables. Nous resterons à la porte du pouvoir, sans avoir compris qu'il fallait déjà être à l'intérieur pour le conquérir».

«Nous nous sommes trompés sur le Programme commun. Nous avons feint d'y voir un programme anti-capitaliste (ouvrant la voie; disions-nous parfois, à une transition vers le socialisme...). Mais comment ne pas s'apercevoir que tous les mécanismes du capitalisme monopoliste d'Etat restaient en place (le marché, la Bourse, le système monétaire et les échanges internationaux...)? Nous avons fait semblant de croire que le Programme commun était un programme anticrise; nous jouions sur les mots, confondant allègrement structure et conjoncture (...), comment ne pas s'apercevoir que, dans le cadre du capitalisme monopoliste, la marge de choix économique se révélait singulièrement étroite ? (...)

Il faut reconstruire la démocratie dans le parti; que l'on renonce à la pratique désastreuse de faire ratifier aveuglément par la

base les nominations décidées au sommet; que les élections de dirigeants se fassent librement et secrètement, sur des listes de candidats plus nombreuses que le nombre de postes à pourvoir; que s'instaure dans la presse du parti (et pas seulement à la veille des congrès...) une tribune de discussions périodique; que la direction cesse de bloquer, par voie autoritaire ou par pression morale, tout libre débat démocratique; que les militants ne soient plus tenus de regarder les prestations de leur secrétaire général à la télévision pour être informés du dernier changement de ligne du parti; que le comité central devienne une assemblée réellement contradictoire et non pas une chambre d'enregistrement à la mode du Soviet suprême».

«Il faut renouveler la pensée théorique du parti: que l'on mette ouvertement en critique le peu qui nous reste encore de l'héritage léniniste; que l'on renonce à la prétention scolastique d'ériger le marxisme en science; que l'on procède à l'étude systématique de Gramsci et de l'ensemble des théoriciens marxistes non-léninistes; que l'on approfondisse, enfin sans nostalgies ni préjugés, l'analyse critique impitoyable des légendes qui se disent encore, Dieu sait pourquoi, socialistes...»

... et de Caignol

(Comité fédéral de Côte d'Or)

Alain Caignol professeur, membre du Comité fédéral de Côte d'Or, reprend des points de vue beaucoup plus répandus sur l'absence de démocratie et sur «l'ouverture» aux couches nouvelles.

(...) J'ai l'impression que la «base» est considérée comme éternellement mineure. Une commission de spécialistes nationaux se réunit, propose des conclusions, puis le comité central décide et informe ensuite les adhérents. S'ils en ont décidé ainsi c'est qu'ils doivent avoir leurs raisons mais cette confiance aveugle, cette absence de réflexion critique me semblent être le contraire

de «la démocratie jusqu'au bout» dont on parle abondamment (...)

(...) J'ai mûri depuis 1968. J'estime que le parti communiste n'a pas le monopole des bonnes idées. Il faut à mon avis regarder avec moins de méfiance l'extrême gauche, les écologistes, les mouvements féministes, les chrétiens. Il faut savoir écouter et non plus rejeter ceux qui n'ont pas la carte du PC. Il faudrait aussi que les mouvements de l'extrême-gauche ne tombent pas systématiquement dans l'anti-communisme.

Bien sûr que je suis d'accord pour que Daniel Cohn-Bendit puisse revenir en France. (...)

tribune libre

«Pourquoi j'ai quitté le PCF le 19 mars»

Jean-Jacques Cadiou, ancien membre du bureau de l'UEC, de l'UNEF et du PCF de Brest

Lorsque l'*Amoco Cadiz* s'est échoué, j'étais au PCF et très pris par la campagne électorale. On y croyait vraiment, pour nous, à la Fédération et à l'U.E.C. la victoire de l'Union devait nous apporter des conditions d'étude décentes, effacer la crainte du chômage, et surtout poser les jalons d'une société socialiste.

Cette marée noire, on en avait tout de suite senti la gravité sans précédent. La réaction fut d'ailleurs très rapide puisque Barre fut bien conspué à Landéda (près de Portsall) le lendemain. Pour moi, la droite venait de commettre son dernier méfait, elle mettait une pièce de plus au procès qu'on allait lui faire le 19 mars et qu'on réglerait nos comptes les jours suivants comme en 36 ou en 68, mais bien sûr définitivement.

Seulement voilà, le 19 on a perdu. Le lundi j'étais à la Fédé et tout le monde y comptait les pourcentages. «On a reculé ici, on a avancé là» et ils essayaient d'analyser le tout. Pour moi on avait perdu, c'est tout. De combien, je m'en foutais. Giscard, Barre et Cie pouvaient continuer leur politique mieux qu'avant puisque sans échéances électorales proche. Face à cela, les copains se réjouissaient d'avoir 13 députés en plus et surtout que le PS ne nous surpassait pas. J'en étais vraiment éccœuré. Comme si avec 13 députés de plus on changerait quelque chose ? Les ouvriers, les chômeurs étaient désespérés de tout. Ils comprenaient eux, qu'ils s'étaient faits avoir. J'en avais vu pleurer le dimanche soir, et maintenant ils comprenaient que tout recommençait comme avant. Savoir si c'était le PS ou le PC le fautif, là n'était pas la question. On avait accepté les règles du jeu dont seule la droite maîtrisait les données. On avait sans doute eu raison d'y avoir tenté notre chance, c'était un moyen comme un autre. Mais seulement le lundi on a compris que l'Union de la Gauche considérait les élections comme le seul moyen d'arriver au socialisme. Et c'est là que j'ai été éccœuré. Les masses, ils s'en foutaient, elles ne savent que voter pour eux je suppose. Ils ont décidé que ce n'était plus que notre seul moyen de lutte, et entre les élections on négociait grâce aux syndicats avec une manif, ou plutôt une procession, de temps en temps, avec 24 heures de grève nationale.

Pendant ce temps, pour la quatrième fois, la merde du capitalisme tuait notre pays. Le chômage en Bretagne, il est grand. C'est sans doute ce qui nous révolte le plus, nous les jeunes. On en a peur et on veut lutter. Alors il n'y a pas de mots, de cris, pour décrire ce que c'est que cette marée noire. Pour gagner quelques millions, ils nous tuent ! Combien d'étudiants dépendent des emplois saisonniers pour financer leurs études ? Si l'Arsenal de Brest manque de travail, c'est parce que les bateaux sont réparés au minimum et qu'ils sont construits ailleurs avec une main d'œuvre exploitée à bon marché. Les marins pêcheurs voient les ci...lutiers russes et les navires-usines étrangers saccager les fonds quand ce n'est pas leurs chaluts. Les engrais des paysans ici, c'est le goémon et le sable des dunes. Et puis c'est notre pays. Déjà les maisons secondaires des «no man's land» dans les dunes, aujourd'hui ce sont les bull-dozers qui les creusent et les défoncent laissant derrière eux une herbe morte sous leur pneu englués de pétrole. J'ai vu sur un mur de Brest : «*La Bretagne vivait de la mer, la mer est morte, la Bretagne meurt*».

Et face à cela que fait la gauche ? Le lundi, j'ai dit à la Fédé qu'il fallait vite faire une analyse, un tract sur la marée noire et surtout mobiliser tout le monde comme ça se faisait déjà dans les comités anti-marée noire. Le tract n'est sorti que le jeudi matin, huit jours après l'échouage. Par ailleurs, on rassemblait tous les élus et responsables du parti pour faire une commission d'enquête dans les états-majors, avec le PS, l'U.D.B. et les syndicats. Sans mobilisation des masses («*Ça ne mènerait à rien, c'est faire comme les gauchistes qui ne font que beaucoup de bruit*»). L'unique objectif étant une étude juridique pour arriver à l'Assemblée avec des propositions de lois. La routine quoi. Combien de propositions de lois y-a-t-il eu à ce sujet ? Ce n'est pas quelques députés de gauche en plus qui les feront passer cette fois-ci.

Et d'ailleurs, le problème juridique n'est qu'une demi solution. C'est une société d'exploitation organisée de telle sorte que l'on y consomme démesurément sans y gagner. *L'Humanité* n'a jamais rapporté le slogan pourtant souvent repris dans les manifestations : «*Mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain*»; c'est significatif. Ils refusent le problème.

Pour moi c'est clair, le PCF n'est qu'un parti de notables qui ne considère plus les masses comme agissantes et capables de prendre leurs problèmes en main. Ils nous conduisent surtout vers une société qui ne remet pas en cause ce type de consommation énergétique. Je reste communiste et je ne suis pas le seul. Je l'ai bien vu lorsque les manifestants ont refusé de se plier aux ordres de dislocation avant d'avoir montré leur volonté de se battre autrement qu'avec de belles paroles. Il y avait là beaucoup de militants de base du PCF, de l'U.D.B. et même du PS. Jeunes pour la plupart, mais nous avons vu beaucoup d'ouvriers, de marins, de paysans avec nous qui se souvenaient qu'on peut ne pas se contenter d'un défilé et de vagues propositions de lois à l'Assemblée.

Orange

Le maire «interdit» les expulsions

Giorgi, le maire PCF d'Orange, vient de prendre une mesure pour le moins originale, elle est en effet, inapplicable. Une opération démagogique de plus à l'actif du PC.

«*Considérant qu'à la suite des conditions économiques actuelles difficiles, nos concitoyens âgés, nécessiteux, de condition modeste ou en chômage, frappés d'une mesure de saisie ou d'expulsion, voient leur situation devenir particulièrement critique, il est sursis à exécution pour toute mesure de saisie ou d'expulsion pendant toute l'année, pour toute personne domiciliée sur le territoire de la commune d'Orange.*»

Un bel arrêté municipal qui n'a aucune chance de pouvoir être exécuté. Celui-ci, en effet, comme tous les arrêtés municipaux devra franchir la censure du Tribunal administratif, et son caractère trop général ne lui permettra pas de passer ce cap.

Par contre, il peut décider de surseoir sur une saisie ou une expulsion individuelle, puisque celles-ci «*requièrent la force publique*», et que le maire a les pouvoirs de police sur son territoire dans les villes où il n'y a pas de préfet. Cependant, ce sursis reste très aléatoire, dans la mesure où les créanciers qui ont recours aux saisies et expulsions peuvent interdire une action en justice pour recouvrer leurs dûs. La mairie se verrait alors obligée de leur verser des dommages et intérêts, jusqu'à satisfaction des créanciers. La jurisprudence en ce domaine est suffisamment éloquent.

Giorgi, maire d'Orange, tiendra-t-il ou ne tiendra-t-il pas cet arrêté ? N'est-ce pas plutôt une manœuvre pour calmer l'exaspération de certaines associations de locataires qui affirment qu'elles ne toléreraient pas certaines expulsions ?

Giorgi aurait-il peur de la lutte des locataires ?

Quand le CEA s'intéresse aux énergies nouvelles

Le Commissariat à l'Énergie Atomique vient de prendre une importante participation (47 %) dans la société Aerowatt, fabricant d'aérogénérateurs (éoliennes). Cette prise de participation découle du récent achat par le CEA de la société Mengin, fabricant de pompes, qui devait elle-même prendre cette participation. Au début, mars (cf Q d P n° 650) le CEA prenait le contrôle de la Sofretes (avec 75 % des actions), un des grands fabricants de pompes solaires. Ces trois sociétés font partie du même groupe d'intérêt économique, et leur technologie s'adresse plus particulièrement aux pays en voie de développement. Le CEA profite déjà de l'implantation dans ces pays de la Compagnie Française des Pétroles, détenteur du reste des actions de la Sofretes. Celle-ci vient d'ailleurs de décrocher un contrat avec

l'Arabie Saoudite, pour la fourniture d'une centrale solaire de 30 kw.

En diversifiant sa production, et en proposant maintenant aux pays du Tiers Monde des éoliennes, technologie qui n'est pas trop coûteuse, mais surtout complémentaire des pompes solaires, le CEA va devenir le principal fer de lance de l'impérialisme français, dans ces pays : d'une part, par la fourniture de centrales nucléaires, aux pays qui pourront se permettre des investissements ; pour les autres, ou les mêmes qui veulent diversifier leurs sources énergétiques, les éoliennes et les pompes à chaleur qui ne demandent pas d'investissements trop coûteux.

L'infrastructure reste en effet d'une très grande simplicité. Dans les deux cas, les intérêts de l'impérialisme français sont garantis.

Collectif Heide (Marseille)

Un collectif de solidarité à Heide s'est constitué à Marseille pour que la vérité éclate. Pourquoi les brûlures et par qui ? A-t-on voulu faire subir des violences à Heide, parce qu'elle est une femme ? Qu'elle soit militante et allemande a été une part déterminante pour ses tortionnaires. L'horreur est bien forte et nous ne tolérons pas que les questions que nous nous posons restent sans réponses.

Rendez-vous à Marseille à La Plaine à 10 h samedi 22 et sur La Canebière (devant Colombe) le même jour à 16 h.

Prochaine réunion du collectif de soutien à Heide le jeudi 27 avril à 18 h 30 au Centre des Femmes 11 rue Pestoret à Marseille

La lutte contre la marée noire

MARINS DE PÉTROLIERS ET ÉCOLOGISTES :

«C'EST TOUTE LA SOCIÉTÉ QU'IL FAUT NETTOYER !»

400 millions de tonnes de brut ! C'est le chiffre effarant de tonnage d'hydrocarbures, qui passent chaque année devant Ouessant. C'est-à-dire, l'équivalent de dix pétroliers par jour et d'un navire marchand toutes les 3 minutes. Le tout en direction du Havre, Dunkerque, Londres, Anvers et d'alors Rotterdam dont le trafic atteint 300 millions de tonnes. Sans compter les 2 ports pour super-pétroliers, Antifer et Bantry Bay, capables d'accueillir le *Batilus*, un monstre de 550 000 tonnes, qui mesure plus de 400 mètres de long, dont les superstructures s'élèvent à 40 m au dessus de la mer.

«*Supertankers, superprofits*» peut-on lire sur la route qui mène à Portsall. Mais peut-on s'arrêter à cet aspect de la critique ?

De la même manière rejeter un certain type de

production et de consommation, sans préciser la situation des différentes classes dans cette production (exploiteurs ou exploités) ou par rapport à cette consommation (profiteurs ou escroqués), contribue sans nul doute à obscurcir le problème et à déboucher sur des mots d'ordre «*toutes classes comprises*» comme «*auto-réduction de la consommation individuelle*», etc.

Le courant écologiste qu'on rencontre en Bretagne tente de relier sa critique écologique à une critique anti-capitaliste. Pour cette raison, il se trouve souvent (à Brest comme à Rennes) aux côtés des révolutionnaires.

L'interview que nous produisons illustre assez bien ce type de démarche.



INTERVIEW D'UN OFFICIER DE MARINE AYANT NAVIGUE SUR DES PÉTROLIERS

Officier de marine, Yvon Chapalain a navigué pendant plusieurs années sur la route de l'Atlantique et de la Manche en particulier sur des pétroliers, dont ceux de la Shell.

— QDP : *Tu as navigué longtemps sur pétroliers. Quels commentaires l'accident de l'Amoco Cadiz t'inspire-t-il ?*

— Y.C. : Ce qui différencie le métier de la mer d'autres métiers, c'est que la part de décision humaine est prépondérante. Au niveau de la marche du navire, pour faire le «point», le geste humain de venir tant de degrés à gauche ou à droite d'un bateau est toujours une solution plus fiable que se confier entièrement aux instruments. Dans les cas du point ou du changement de route on préfère se fier à l'homme. Le radar n'est pas un panacée. Il sert à déterminer la présence et l'azimut des navires. Pour prendre la décision de changer de route il faut attendre de voir le bateau et lorsqu'on voit le bateau, on a une idée précise de sa route. C'est toujours le chef de quart qui prendra la décision. L'homme peut se tromper, l'erreur ne sera pas toujours grave, mais ses conséquences dépendent de la densité du trafic maritime et de la taille des bateaux. Mais cela devient différent à partir du moment où la route est empruntée par un nombre extraordinaire de bateaux

chacun transportant des quantités fantastiques de polluants. L'accident perd son caractère accidentel, il devient logique car la loi des grands nombres veut qu'il y ait une catastrophe.

La solution pour certains pourrait être un procédé de navigation qui excluerait tout risque, parce que extrêmement sophistiqué !

Or dans le domaine de la mer, la dernière décision reste toujours à l'homme, qui peut se tromper. Et même pour ce qui est des appareils, prenons l'exemple des avaries de barre, même s'il y en a une pour 1 000 bateaux, s'il y a dix mille bateaux, cela fait dix avaries de barre ! Là on ne peut plus parler d'accidents, mais d'événements prévisibles.

Pour ce qui est du recul du rail, il faut remarquer que de toute façon les tankers sont obligés de se rapprocher des côtes lorsqu'ils rejoignent les ports, leur laissant une marge de manœuvre étroite.

— QDP : *Alors où, de ton point de vue, se situent les responsabilités ?*

— Il faut regarder au-delà des simples solutions techniques et de la suppression des compagnies de complaisance. On ne peut nier que l'Amoco Cadiz était un navire «moderne».

Le grand problème, c'est bien celui du passage. C'est celui de l'impuissance du système qui a choisi, un type de développement, fondé sur une

production de produits axée sur le profit. C'est son impuissance à maîtriser les catastrophes qui s'en suivent. C'est à la base de mettre en question ce type de production et de consommation, de réfléchir là-dessus, de changer le type de société.

Si la route de la Manche est aussi fréquentée, c'est dû à la consommation fantastique de produits pétroliers, donc d'énergie que font les pays développés. On peut se demander si tout ce pétrole enlevé aux pays du Tiers Monde ne leur manquera pas un jour. C'est leur richesse future qui est ainsi dévorée à bon compte !

C'est un choix de développement qui s'effectue aux dépens de ces pays. À travers des catastrophes comme celle-là, c'est la politique des pays impérialistes qui est la cause profonde de toutes les pollutions, leur volonté de développer à tout crin et sans souci des populations, leur système de production axé sur la soif de profits.

Les partis de la gauche classique ou de droite, les «4 grandes familles politiques françaises» (comme dit Giscard) se rejoignent étrangement quant à leurs objectifs. Le PCF demande une croissance de 5 % supérieure au taux actuel, donc avec une consommation d'énergie plus grande, c'est-à-dire avec encore plus de pétroliers qui passent au large de la Bretagne, avec de nouvelles marées noires...

On se demande vraiment

où est la différence avec ce que propose la droite et quel avenir ce genre de développement nous prépare ! Est-il compatible de protester contre la marée noire en exigeant aussi une cote de 500 000 tonnes à Brest comme le fait la gauche ?

— QDP : *En tant qu'écologiste, comment vois-tu la lutte à venir ?*

— Les intérêts capitalistes qui sont au pouvoir ne lâcheront pas d'eux-mêmes les leviers de commande. Il faudra leur taper sur les doigts ! Quand on voit l'incompétence et l'impuissance à limiter les tragédies de la part des gens qui sont au pouvoir et des techniciens qui ont partie liée avec le profit et la richesse ; quand on voit leur impuissance à maîtriser des machines qu'ils ont produites on ne peut qu'avoir des craintes pour l'avenir qu'ils nous préparent, en particulier pour le nucléaire !

Il est temps de ne plus faire confiance à cette intelligentsia de technocrates et d'ingénieurs qui conversent dans le secret avec les grands puissants capitalistes pour forger un avenir dont personne ne veut. Il faut tous se mêler de tout cela et aller voir ce qui se passe derrière.

Le slogan entendu dans une manifestation «pollueurs, exploités, c'est toute la société qu'il faut nettoyer», est vraiment une bonne conclusion et il y a du pain sur la planche !

**union
ouvrière
et paysanne
pour la démocratie
prolétarienne**

PLATE-FORME

La plate-forme qui est publiée ici et proposée aux comités locaux de l'UOPDP a été rédigée à partir des discussions et des indications du Comité d'initiative national qui s'est tenu récemment. Elle a pour but de préciser dans la situation nouvelle de l'après mars 1978, les bases politiques de l'Union.

— Plus que jamais, notre cadre de vie va se détériorer. Temps de transport interminables, logements exigus. Ces responsables de la marée noire sont prêts à laisser se développer les pollutions de toutes sortes secrétées par le capitalisme. Avec le patron du CEA comme ministre, les projets irresponsables, dans le domaine électronucléaire, menacent plus que jamais la sécurité de centaines de milliers de personnes.

— Pour imposer l'austérité, ils entendent s'attaquer aux libertés politiques : restriction du droit d'affichage, extension de l'ilotage, inculpation des responsables grévistes, attaques policières contre les usines occupées, répression des manifestations, expulsions de militants étrangers et de réfugiés politiques. Ils développent la collaboration avec la police et la justice de Schmidt et les autres polices européennes.

UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE DISCRÉDITÉE

Dans le monde, la politique de la France capitaliste est de plus en plus discréditée. Elle se manifeste par des concessions importantes aux deux superpuissances, USA et URSS, qui se disputent pour mettre la main sur l'Europe et font courir un grave danger à la paix mondiale, et par la participation à la soi-disant détente prônée par Brejnev. Elle se manifeste également par des aventures agressives comme dernièrement au Sahara occidental et par le maintien de la domination coloniale sur les prétendus « DOM-TOM ».

L'envoi de troupes françaises au Liban, sous couvert de l'ONU, est une menace contre la Résistance palestinienne.

Elle refuse enfin de prendre en considération les justes revendications des pays du tiers monde qui s'unissent pour disposer de leurs richesses naturelles et édifier une économie indépendante.

Giscard a momentanément raffermi quelque peu ses positions. Mais il n'est pas en mesure de les stabiliser, dans l'immédiat, en réalisant cette entente avec la social-démocratie dont il rêve depuis 1974. La coalition gouvernementale reste divisée et redoute le troisième tour social : celui des luttes.

Car la défaite de la gauche, ce n'est pas la défaite des travailleurs.

LA DÉFAITE DE LA GAUCHE, CE N'EST PAS LA DÉFAITE DES TRAVAILLEURS

Si le Programme commun, présenté depuis six ans comme la réponse à nos aspirations, est mort, c'est qu'il s'est révélé comme un compromis de façade : d'un côté, le PS cherchait à réaménager le capitalisme pour mieux gérer la crise et mieux appliquer l'austérité ; de l'autre, le PCF voulait obtenir le maximum de nationalisations et de ministres pour, une fois installé aux postes de commande, tenter d'imposer un régime capitaliste bureaucratique d'État.

L'Union de la gauche s'est disloquée : l'accord électoral du 13 mars a montré que le seul point d'accord entre les partis de gauche, c'était leur mépris des masses et leur volonté d'arriver chacun au pouvoir pour en évincer l'autre, le moment venu.

Ni le PS ni le PCF n'ont, pour le moment, de perspectives crédibles à offrir.

Le PS n'a pas viré à droite. Il n'a jamais cessé d'être un parti de la bourgeoisie. Il se divise et hésite maintenant : va-t-il conserver un semblant d'Union de la gauche en attendant 1981 ? Va-t-il s'orienter vers la formation d'une coalition avec Giscard ?

Les élections de mars 1978 n'ont rien réglé. Les partis de gauche n'ont pas gagné. Les partis de droite n'ont pas perdu. Mais, d'un côté comme de l'autre, ils sont, plus que jamais, incapables de proposer une solution pour sortir de la crise la plus grave qu'ait connue notre pays depuis la guerre. C'est le système qui a fait son temps.

AGGRAVATION DE L'AUSTÉRITÉ

A droite, en fait de changement, Giscard n'a su trouver que Barre pour succéder à Barre. Leurs plans sont préparés de longue date : ils s'imaginent, les élections passées, avoir les coudées plus franches pour imposer la poursuite et l'aggravation de leur politique d'austérité.

— Dans les mois qui viennent, ce sont un demi-million de chômeurs supplémentaires qui sont officiellement programmés. Les truquages gouvernementaux d'avant les élections n'ont plus cours.

Déjà, des dizaines de milliers de suppressions d'emplois sont annoncées dans la sidérurgie, le textile, dans les serv. publics.

Moins que jamais, il n'y a de perspectives d'emploi pour les jeunes au sortir de l'école, pour les femmes, systématiquement encouragées à rester au foyer, pour les travailleurs plus âgés licenciés en priorité et pour les immigrés pourchassés par les mesures scélérates de Stoléro.

Toutes les mesures sont prises pour que des milliers de paysans continuent, chaque année, à être chassés de leurs terres.

— Ils promettent quelques miettes et l'ouverture sociale. Mais leur politique de fond, c'est la compression, le blocage des salaires. Et déjà, un nouveau train de hausses des prix est entré en application.

— Plus que jamais, la course au profit va continuer à assassiner, chaque jour, au chantier et à l'usine, à provoquer, chaque année, plus d'un million d'accidents du travail, à faire mourir des milliers de travailleurs de maladies professionnelles qui ne sont même pas reconnues.

Pour le PCF, l'échec de mars 1978, c'est l'échec d'au moins quinze années de stratégie d'Union de la gauche, alors que Marchais continue à déclarer qu'il n'a aucune autre stratégie de rechange. Nombre de militants du PCF s'interrogent et se demandent, à juste titre, si ce parti n'est pas devenu complètement étranger aux intérêts et aux aspirations des travailleurs.

A quoi a servi cette stratégie ? A freiner, à morceler nos luttes, parce qu'il fallait attendre 1973, attendre 1978. A laisser passer, sans riposte conséquente, les plans d'austérité de la bourgeoisie et les mesures répressives qui les ont accompagnés. Non, décidément, il n'y a rien à attendre de ces partis, qu'ils arrivent ou non à replâtrer leur désunion.

Les élections, dans ce système, n'ont jamais rien changé pour les travailleurs. C'est seulement par la lutte, par de grands mouvements comme en 1936 ou en 1968 que les travailleurs ont pu faire reculer la bourgeoisie.

La seule issue, c'est la voie de la lutte. Il faut nous préparer à des luttes d'ampleur, et pour cela, nous organiser de façon autonome par rapport aux partis de gauche :

Sans attendre 1981. Sans attendre 1983. Sans attendre un an pour exiger le SMIC à 2 500 F. Sans faire aucune confiance à la politique contractuelle que le gouvernement voudrait mettre en place avec les syndicats.

S'ORGANISER INDÉPENDAMMENT DES PARTIS DE DROITE ET DE GAUCHE

Comment s'organiser ? Déjà, depuis de longs mois, des travailleurs, notamment dans leurs luttes, ont marqué leur volonté de rompre avec l'isolement, les diversions, l'émiettement entretenus par les partis de gauche. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent qu'il faut avant tout compter sur ses propres forces pour imposer leurs revendications élaborées par les travailleurs eux-mêmes, dans leurs luttes, dans leurs actions.

Aujourd'hui, dans de nombreuses usines, des ouvriers, des syndicalistes veulent débattre sans entrave de la situation politique, des perspectives de lutte et de la riposte à apporter à la crise.

Aujourd'hui, les chômeurs exigent le droit au travail mais savent qu'ils ne pourront seuls imposer l'embauche.

Aujourd'hui, des petits paysans marquent une méfiance accentuée face aux manœuvres des partis de droite ou de gauche et exigent des moyens décents pour vivre.

Aujourd'hui, dans leurs mouvements, les femmes formulent des revendications, des droits dont la satisfaction ne pourra être obtenue que par la force d'un large rassemblement de masse.

Aujourd'hui, dénonçant les méfaits du capitalisme sur l'environnement, des écologistes refusent de s'en remettre aux partis traditionnels pour organiser l'action contre la dégradation du cadre de vie.

Voilà qui montre l'aspiration grandissante dans la classe ouvrière et le peuple de notre pays de s'organiser en une force unique, indépendante des partis de droite et de gauche. Sans la constitution progressive de cette force unique, chaque mouvement isolé rencontrera des limites et ne pourra imposer à lui seul la satisfaction des revendications populaires.

Il est possible et nécessaire de poursuivre les

premiers pas déjà accomplis dans la constitution de cette force et de développer les initiatives en ce sens.

— Construire une force capable d'imposer les véritables revendications populaires, issues des luttes de la classe ouvrière et des luttes du peuple.

— Construire une force capable de s'opposer aux tentatives de récupération des partis de gauche, qui chercheront à nouveau à utiliser le mouvement de masse pour leurs propres projets.

— Construire une force dans laquelle s'unissent progressivement les mouvements de lutte qui ne manqueront pas de se développer et éviter ainsi dispersion, isolement qui affaiblissent et empêchent une riposte d'ensemble.

— Construire une force de plus en plus capable d'organiser et de consolider le mouvement révolutionnaire des masses.

Mais l'horizon de nos luttes ne peut en rester là. Si nous refusons de payer la crise, si nous refusons de constituer la masse de manœuvre des partis bourgeois de droite et de gauche, ce que nous refusons par là même, c'est cette société pourrie et qui a fait son temps, cette société de chômage, d'austérité, de répression pour le peuple.

Ce que nous voulons, c'est le socialisme. Non pas du tout cette caricature représentée par l'URSS et les pays de l'Est. Là-bas, à l'Est, c'est une nouvelle bourgeoisie qui dirige, qui opprime, réprime impitoyablement la classe ouvrière et le peuple.

Cela n'a rien à voir avec le socialisme que nous proposons ! Le socialisme, c'est la démocratie la plus large pour le peuple.

ABATTRE LE CAPITALISME

La révolution socialiste détruira le vieil appareil d'État bourgeois et engagera l'édification d'une société nouvelle. Le pouvoir, loin d'être détenu par une minorité placée au-dessus des masses pour les dominer, comme cela se passe aujourd'hui, sera au contraire celui de la classe ouvrière.

Dans le socialisme, la classe ouvrière assure la direction, non seulement des usines, mais de la société toute entière.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer le plein emploi, organiser l'ensemble de la production pour satisfaire les besoins du peuple, éliminer l'exploitation et la misère.

— C'est bien cette société socialiste qui peut rompre avec le vieux monde bourgeois dont elle est issue, liquidant progressivement les séquelles de la vieille société capitaliste, réduisant les différences de classe.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer une véritable indépendance du pays, rompre tout lien de dépendance vis-à-vis des superpuissances, liquider tout rapport colonialiste ou néo-colonialiste et d'oppression des peuples, soutenir les luttes révolutionnaires dans le monde et développer l'amitié entre les peuples.

— C'est de ces exigences d'une société radicalement différente que sont porteuses les luttes d'aujourd'hui et de demain ; c'est elle que nous préparons dès maintenant avec l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

• Développons nos luttes, construisons l'autonomie ouvrière par rapport aux partis bourgeois de droite et de gauche.

• Préparons l'avènement du socialisme dans notre pays.

UOPDP

- 3, rue Jean Robert - 75018 - Paris
Tél : 607 23 75

Soutien financier - Envois à JL Raboutet -
No 42 121 V - Agence GN 874 du Crédit Lyonnais -
centre commercial du Luth. - 92230 - Gennevilliers.

Le Quotidien du Peuple et l'Humanité rouge
publient simultanément, chaque semaine, ces pages
prises en mains par l'Union ouvrière et paysanne
pour la démocratie prolétarienne.

A.R.C.T. (Roanne)

SE BATTRE POUR DEFENDRE L'EMPLOI OU « POUR FABRIQUER FRANÇAIS » ?

● L'annonce de l'abandon par Rhône Poulenc Textile d'un marché d'environ 100 millions de francs passé avec le groupe A.S.A. (groupe financier) a amené depuis mardi 18 avril, les trois usines A.R.C.T. de Roanne à occuper leurs ateliers pour défendre l'emploi. Car cette perte équivalant à 70 % des commandes nouvelles, prévues pour la relance des ateliers Roannais, (longtemps en difficulté) entraîne l'annonce confirmée mercredi au ministère de l'Industrie de 600 licenciements dans le groupe A.S.A. Ce groupe contrôlé par le Crédit Lyonnais envisage aussi la fermeture des A.C.B.F. de Valence, de la SEMATEX à Largentière, de Triconit à Troyes dans l'Aube ; des filiales comme la SOTEXA à Aubenas où des sous-traitants comme la SSM d'Anemasse seraient également touchés. La relance aux A.R.C.T. serait stoppée net et l'emploi à nouveau menacé aussi.

Les conséquences de l'accord entre Rhône Poulenc et le groupe anglais SCRAGG sont hélas fort claires et les motifs des travailleurs des ARCT de lutter et d'occuper le sont tout autant. Pour l'Assemblée ouvrière tenue récemment aux ARCT rue Cuvier : « RPT condamne par sa décision scandaleuse le redressement entamé aux ARCT. C'est une menace de chômage qui plane sur un nombre important de travailleurs ». Des délégations sont prévues à la préfecture et des conseils municipaux de Roanne et Mablis (PS, PCF, PSU, MRG) se réunissent dans le restaurant d'entreprise des ARCT,

avenue de Polygone, vendredi soir. Les protestations syndicales CGT et CFDT se multiplient sur Roanne et sa région (Arsenal, Démurger...) Quant aux cadres de l'entreprise, ils se sont solidarisés avec l'occupation tout en publiant un communiqué unitaire CGT-UGICT, CFDT, non syndiqués, pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme une campagne de dénigrement du Progrès (journal local) à propos d'un « retard technologique » des ARCT. Selon eux, ce n'est là qu'un prétexte avancé par RPT qui savait que les ARCT préparaient pour juin 78 une machine étireuse pour la texturation

des fibres textiles à grande vitesse qui répondrait aux normes souhaitées. Ceci dit, il y a des questions justifiées auxquelles ni la direction du groupe ASA, ni les cadres des ARCT ne répondent : un effort d'adaptation technologique réellement effectué aux ARCT n'a-t-il pas été sacrifié pour de fructueuses opérations d'implantations de filiales par exemple au Brésil ? Pourquoi les travailleurs n'ont-ils pas été informés plus tôt des aléas des négociations avec Rhône Poulenc ? ASA ne profite-t-il pas surtout de l'annonce de la perte du marché RPT pour rendre publique des projets de licenciements qui étaient déjà envisagés depuis longue date ? Là-dessus, les discussions vont bon train chez les travailleurs et les syndicalistes des ARCT. Et la manière dont la propagande autour de la lutte est faite par les syndicats des métaux CGT et CFDT (et plus encore le PCF et le PS qui s'expriment d'ailleurs en tant que tels dans la lutte) amène bien des débats chez les travailleurs aussi. Pourquoi par exemple mettre l'accent sur « l'agression à l'image de marque des ARCT qui s'en ressentira à l'échelon des marchés internatio-

naux » ? La tactique syndicale semble consister à créer par l'occupation, un rapport de force « pour que le gouvernement oblige la direction de Rhône Poulenc à revenir sur son projet » et « que l'Etat donne aux ARCT les moyens de vivre » et « interdise aux entreprises qui bénéficient de son aide de jouer sur la concurrence étrangère ».

Ce qui a le plus scandalisé l'UGICT (cadres CGT) et les partis de gauche qui se précipitent pour être les premiers à intervenir au Parlement sur ce sujet, c'est sans nul doute que Rhône Poulenc ait pu préférer un contrat avec une firme anglaise à l'accord prévu de longue date avec les ARCT, pour la fourniture de ce matériel. Aussi le risque est-il grand que la colère des travailleurs de Roanne et de tout le groupe ASA soit retournée vers une bataille de marchés pour « fabriquer français » et « défendre l'industrie nationale » avec des initiatives prises dans le désordre par les partis du programme qui fut commun.

Stéphane RAYNAL

« Stagiaires Barre »

ECHEC DES TENTATIVES DE RECUPERATION PAR LA DIRECTION CGT

● Il n'y a plus de collectif des stagiaires Barre à Paris, la CGT n'en veut plus ! Après avoir cherché de mauvais prétextes pour le liquider, elle cherche à mettre sur pied ses propres comités.

Pour nous en assurer, nous avons téléphoné à l'UL-CGT du 18^e qui avait mis une salle à la disposition du collectif sur proposition de la direction CGT elle-même.

A l'assemblée générale de Jussieu où les stagiaires étaient venus nombreux pour constituer un collectif unitaire, la CGT voyait d'un bon œil ce rassemblement de forces qu'elle espérait bien récupérer, après avoir « perdu » la CFDT en chemin. Soucieux d'avoir la version de la CGT, nous avons posé quelques questions à un responsable qui nous a répondu avec un peu d'agacement.

— Q : Il y avait bien un collectif des stagiaires Barre à un moment ?

— R : Non, non, non, les stagiaires Barre n'ont rien à voir avec nous !

— Q : Il y avait eu une réunion de ce collectif à Jussieu, en vue de s'organiser.

— R : Quand ça, quand ça ?

— Q : Oh ça fait à peu près trois semaines et les syndicats étaient présents à cette réunion pour apporter leur soutien uniquement.

— R : Y'a des responsables à la manifes-

tation, alors voyez les responsables !

— Q : Alors c'est la CGT qui dirige ? Il n'y a plus de collectif ?

— R : Ce sont les trucs démocratiques qui sont là

— Q : La CGT avait proposé le prêter une permanence pour le collectif des stagiaires à un moment ?

— R : Non, non, non, il n'y a pas de permanence.

J'ai lu ça en effet, dans un journal révolutionnaire. Or vous savez très bien qu'il n'y a pas de réunion publique même la CGT... Euh, même le parti communiste comme le parti socialiste. Ici il n'y a que la

CGT. Dans un journal révolutionnaire ils avaient eu le culot de dire qu'il y avait une permanence des stagiaires à la CGT.

— Q : Mais un responsable CGT, à Jussieu avait proposé de prêter une salle aux stagiaires.

— R : Oh, non, non, pas chez nous. On n'a jamais proposé. Ça il y a une erreur.

— Q : Alors il n'y a plus de collectif, ce n'est plus un mouvement autonome, je ne comprends pas.

— R : Mais il n'y a jamais eu un mouvement autonome, je vous l'ai dit. Adressez-vous à l'Union générale de la jeunesse CGT.

En fait jeudi après-midi, frieusement serrés sous une banderole de la « Confédération de la jeunesse CGT » quelques « responsables » attendaient les délégations de stagiaires que la CGT avaient mobilisés, pour porter des pétitions en délégation de 14 à 18 h à la direction régionale du travail et de la main-d'œuvre, rue de la Mouzaïa à Paris. Seule l'Humanité avait passé une annonce et de nombreux comités n'avaient pas été convoqués. Parmi eux, celui du 20^e était représenté

par trois filles qui appartenaient au collectif expulsé et qui étaient indignées par les manœuvres de la direction CGT. Pourtant l'une d'elles est militante CGT. Elle est venue là pour voir qui se mobilise ; grand est sa déception car il y a à seize heures plus de journalistes que de stagiaires. Un responsable essaie bien de dire que vers seize heures trente des délégations avec des pétitions demanderont une entrevue à la direction de la main-d'œuvre. Mais dit la jeune stagiaire : « ils ont saboté la mobilisation, pour récupérer le mouvement et aujourd'hui il n'y a personne. Pourtant chaque fois que le collectif a mobilisé, au moins trois cents stagiaires ont répondu à son appel ». C'est pour cela que les stagiaires qui ne sont pas venus ici, soigneusement encadrés, par la CGT, gardent la volonté de lutter, de rassembler les stagiaires de constituer le collectif parisien, d'exiger des salaires décent, l'embauche définitive dans les entreprises où ils ont été engagés, la reconnaissance de tous leurs droits de travailleurs ; chômage, libérés syndicaux.

Foyers Sonacotra : meeting ce samedi à Saint-Denis

Trois ans de lutte déjà pour les résidents des foyers Sonacotra ; une lutte qui aujourd'hui regroupe des travailleurs de près de 100 foyers.

Trois années où les grévistes ont dû, à maintes reprises affronter la répression, les pressions et les intimidations de toutes sortes, les attentats jusqu'aux 16 expulsions de 1976 contre lesquelles ils se sont mobilisés victorieusement.

Trois années que dure cette lutte et où les résidents ont dû faire face également à un danger d'une autre nature : les multiples tentatives du PCF de récupérer leur mouvement, de le détourner de ses véritables objectifs, un mouvement d'autant plus dangereux pour lui qu'il est autonome et pris en main par les résidents eux-mêmes. Ten-

tatives vaines jusqu'ici grâce à la vigilance des grévistes, mais particulièrement suivies de la part du PCF ou de ses hommes au sein de la direction confédérale cégétiste : celle-ci, malgré ses échecs répétés, n'organise-t-elle pas encore, dans la semaine du 14 au 28 avril, une soi-disant « semaine d'action » des résidents, afin paraît-il, de « coordonner » leur lutte ?

La lutte malgré tout cela, continue : aussi Stoléru, il y a quelque temps, décidait de mener une enquête sur le comité de coordination, en vue de l'interdire, pendant que parallèlement les attentats se multiplient contre les grévistes. Face à ces dangers tout particulièrement, les comités de résidents des foyers en grève organisent ce samedi un meeting populaire.

MEETING POPULAIRE

le samedi 22 avril 1978 à 14 heures

CITÉ LA COURVILLE A SAINT-DENIS

(Autobus : 153 b à la porte de Paris à Saint-Denis
250 b porte de la Chapelle, 150 porte de la Villette
il faut descendre à la station « Cité floréal »)

Groupe Derain (Loire) :

Menace sur 250 emplois

L'emploi : une fois de plus est en péril dans la Loire, à la Talaudière et à Rive de Giers. Le groupe Derain est constitué depuis 1975 de plusieurs établissements très divers (chemises de moteurs automobiles, appareils sanitaires et bouteilles à gaz, évier Denis, S.F.R. Rive de Giers, SESAMEC à la Talaudière, SERIS). Cette semaine, les travailleurs de SESAMEC ont appris par le comité d'entreprise que 120 licenciements étaient envisagés sur 390 salariés, tandis que la CGT révélait que les visées de Vallourec sur le groupe pourraient entraîner 80 suppressions d'emplois à la S.F.R. et au moins 50 dans les autres unités de production. Or ce n'est pas la première coupe sombre pratiquée dans les entreprises qui forment aujourd'hui le groupe Derain : SESAMEC installé en 1969 avec l'argent public de la reconversion des mineurs (sous le nom à l'époque de Socober) avait subi une première crise en 1974 puis en janvier 1975 où Derain en prenait le contrôle. La SERIS, elle a déjà perdu 75 emplois. Un chantage à l'emploi a permis au groupe d'arracher les prêts du SDES et du Crédit National sans contre-partie réelle en postes créés. « En

dix ans, c'est 500 millions d'anciens francs qui ont été mis à la disposition de cette entreprise » selon la CGT. La SFR de Rive de Giers subit à peu près le même sort et déjà 30 personnes ont été mises en pré-retraite au 1^{er} avril 1978 et 20 contrats temporaires sont remis en cause. La reprise des secteurs tubes, évier n'étant pas envisageable par Vallourec (qui vise le secteur bouteilles à gaz surtout), la CGT « estime inadmissible que les négociations en direction des pouvoirs publics se déroulent sans que les représentants du personnel soient même informés ». Elle appelle à une négociation globale pour sauvegarder l'ensemble des 1 050 emplois du groupe Derain.

Chez Seris, elle exige en outre une indemnisation de 300 f correspondant à des réductions d'horaires déjà effectuées. Une action coordonnée au niveau du groupe dans la Loire est envisagée, mais sans plus de précisions. Les travailleurs, dont de nombreux mineurs reconvertis veulent des mesures offensives car leur avenir est en jeu !

Correspondant

A l'heure des entretiens soviéto-américains de Moscou

A l'heure de la reprise à Moscou des entretiens soviéto-américains sur la limitation des armements stratégiques (SALT), Brejnev a indiqué clairement qu'il n'entendait pas faire de concessions sur sa politique africaine, pour obtenir «en échange» des arrangements sur les SALT. Recevant le ministre cubain des Affaires étrangères, il lui a déclaré notamment, précise l'agence Tass, qu'*«il appréciait hautement la vigoureuse politique étrangère cubaine»* (1).

Pendant ce temps, un communiqué publié au Danemark par les sept ministres de la Défense du «groupe des plans nucléaires de l'OTAN» souligne comment la bombe à neutrons est envisagée, côté occidental, comme une monnaie d'échange dans le cadre de marchandages globaux sur le plan militaire. Le communiqué déclare notamment : *«La solution consistant à doter les armes nucléaires tactiques d'une charge à neutrons dépendra de la façon dont l'URSS fera preuve de modération dans ses programmes d'armements conventionnels et nucléaires tactiques, ainsi que dans le déploiement de ses forces affectant la sécurité de l'OTAN.»*

Le vote du traité sur le canal de Panama Un succès sans éclat pour Carter

C'est avec seulement une voix en plus de la majorité requise des deux tiers, que le Sénat américain a approuvé mardi le traité américano-panaméen sur le canal de Panama. Jusqu'à la dernière minute, grâce aux sénateurs accusant le président des États-Unis de brader une partie du «sol national», l'incertitude aura plané sur l'issue du scrutin, ce qui illustre la position de faiblesse de Carter. Un rejet du traité eût été un échec retentissant pour lui, qui en avait fait un des chevaux de bataille de sa «nouvelle politique», qui se veut plus «ouverte» que les politiques américaines précédentes, vis-à-vis du Tiers-Monde. Selon le traité, le canal sera rendu aux Panaméens en l'an 2 000, tandis que la neutralité permanente devra être assurée pour cette voie d'eau internationale.

Cependant, Carter a accepté un amendement au traité qui autorise les États-Unis à intervenir s'ils le jugent nécessaire pour «garder ouverte et accessible cette voie d'eau.» Pour qu'elle puisse être acceptée par le chef d'État panaméen, le général Torrijos, cette clause qui «justifie» d'éventuelles interventions américaines ultérieures, a été tempérée par une formulation de dernière minute, négociée directement entre des sénateurs et l'ambassadeur de Panama, pour ainsi dire par dessus la tête de Carter.

DEMISSION DU GOUVERNEMENT LIBANAIS

Le gouvernement libanais a annoncé mercredi qu'il remettrait sa démission au président de la République libanaise. Qualifiés de «technocrates», les quatre ministres chrétiens et les quatre ministres musulmans qui le composaient, n'avaient que peu d'autorité sur le pays. Leur démission reflète les difficultés à gouverner le pays, alors que de graves menaces pèsent sur l'intégrité et la souveraineté du Liban, avec l'occupation sioniste du sud, et les tentatives de partition de l'extrême-droite qui avait relancé la semaine dernière, les provocations à Beyrouth.

ALDO MORO : ULTIMATUM DES BRIGADES ROUGES

On a maintenant la certitude qu'Aldo Moro est vivant : les Brigades rouges ont fait parvenir une photo de Moro porteur d'un journal daté du 19 avril. A partir de là, les partis italiens doivent à nouveau se situer par rapport à la question : négociation ou pas ? Les «Brigades Rouges» ont relancé le débat en fixant un ultimatum, qui expire samedi. Officiellement, la position reste à la fermeté. Cependant, il semblerait que des députés démocrates-chrétiens soient prêts à engager des négociations, que le PCI refuse toujours obstinément.

Nous publierons demain la suite de notre dossier «Poussée soviétique, défense américaine : l'enjeu africain».

Accroissement de l'intervention française au Tchad

TROIS SOLDATS FRANÇAIS TUES EN TROIS JOURS

● Depuis dimanche, plusieurs soldats français ont été tués ou blessés dans des opérations au Tchad. Ceci correspond à une relance des combats entre les troupes du gouvernement de Njamena, et le Frolinat dirigé par Goukouni Ourdeï, en même temps qu'à une intervention renforcée des troupes françaises dans les affaires intérieures du Tchad. Le Frolinat estime d'ailleurs que l'arrivée massive au Tchad de nouveaux contingents de militaires français, au cours des dernières semaines, est à l'origine de cette recrudescence de la guerre.

Le ministère français de la Coopération qui avait «démenti» mardi la mort de soldats français au Tchad, (*«il n'y a aucun mort ni aucun prisonnier parmi les coopérants militaires français»*) a annoncé lui-même jeudi matin, la mort de 2 soldats, au cours d'une opération contre le Frolinat. Le communiqué du ministère français déclare : *«Le poste de Salal, tenu par une unité de la garde tchadienne, a été attaqué, en violation de l'accord de cessez-le-feu, le 15 avril, par des éléments du Frolinat fortement armés. Des unités de l'armée nationale tchadienne se sont portées au secours de la garnison. Durant les combats, deux militaires français, qui apportaient leur assistance technique au Tchad au titre de la coopération militaire, ont été tués mercredi 19 avril.»* Dimanche, le Frolinat s'était emparé du poste de Salal, à 450 kilomètres au nord-est de la capitale du Tchad. C'est au cours d'une opération de «dégagement» menée aussitôt par les troupes

françaises qu'un pilote «contractuel» français, Jean-Louis Latour, avait été tué aux commandes d'un «Skyrider», abattu par une fusée Sam du Frolinat ; deux militaires français avaient été blessés dans la même opération. Quarante-huit heures plus tard, deux autres militaires français étaient tués. Un premier bilan des récents combats, établi par le Frolinat, fait état de *«vingt soldats français et gouvernementaux tués, cinquante neuf gardes nomades raliés»*. Outre le «Skyrider», un hélicoptère aurait été également abattu.

Le lieutenant-colonel Kamougué, ministre des Affaires étrangères du gouvernement tchadien, qui a effectué jeudi une visite-éclair à Paris, a parlé de *«violation unilatérale du cessez-le-feu par le Frolinat de Goukouni»* et d'*«agression extérieure»*. *«L'objectif visé, a-t-il déclaré au sujet des récents combats, n'est, en réalité, rien d'autre que la destruction du Tchad et de son patrimoine à travers le Frolinat»*.

de Goukouné». Dans un communiqué, le Frolinat rétorque : *«La dictature néo-coloniale a entrepris de faire venir massivement des renforts militaires français... Elle vient de franchir le point de non-retour»*.

Voici trois semaines, avait été signé à Benghazi, en Libye, entre le gouvernement tchadien en place à Njamena, et le Frolinat, un accord de cessez-le-feu, qui devait ouvrir un processus de réconciliation nationale. A ce sujet, le Frolinat déclare : *«Les chefs du conseil supérieur militaire ont entrepris de trahir ouvertement leur serment en refusant l'application des principaux points de l'accord de Benghazi du 27 mars dernier, à savoir la liberté de circulation et la vérification par une commission d'enquête nigéro-libyenne de la présence militaire étrangère au Tchad»*. Le Frolinat dénonce *«la lâche agression dans la région de Salal et de Guereda contre ses unités en déplacement»* et met l'accent sur la *«venue massive de renforts militaires français»* qu'il estime à plus d'un millier d'hommes *«répartis entre Abéché, Moussoro et Njamena, notamment»*. Il ne fait guère de doute en effet que la présence militaire française au Tchad dépasse aujourd'hui de très loin le chiffre avancé officiellement de 310 «assistants techniques». L'E-

tat d'alerte sur certaines bases en France, semble correspondre à une mobilisation de certaines unités pour les envoyer sur le théâtre d'opérations au Tchad. Ainsi, à Orange, dans les nuits des 17 et 18 avril, des mouvements de troupes ont été signalés sur la base aérienne 115, avec l'atterrissage d'une dizaine de Transvall qui ont embarqué des hommes et du matériel : il pourrait s'agir de l'envoi au Tchad d'unités de la légion étrangère du 1^{er} régiment étranger de cavalerie (REC). La France accroît donc son ingérence au Tchad. Comme au Zaïre ou en Mauritanie, au Tchad le gouvernement de Giscard prétend «aider l'Afrique», à faire face à des «agressions extérieures». De même, au Sud-Liban, l'envoi des casques bleus français, sous prétexte d'aider le Liban à défendre son intégrité, vise dans l'esprit des autorités françaises, à peser sur les affaires intérieures de ce pays. Prenant prétexte de la réalité de la pénétration soviétique en Afrique, et alors que les États-Unis, pour défendre leurs intérêts mondiaux, veulent éviter des affrontements directs avec le Tiers-Monde, l'impérialisme français n'hésite donc pas à se lancer dans des aventures militaires pour défendre ses propres positions notamment en plusieurs points du continent africain.

Lisez Rebelles



● Dossier Marée-noire

- Qui sont les responsables ?
 - Quelle est l'ampleur de cette catastrophe écologique ?
 - Que font les comités anti-marée noire ?
- Les envoyés spéciaux de *Rebelles*, rendent compte de ce que pensent les jeunes et les travailleurs de ce gâchis capitaliste, ce qu'ils envisagent de faire maintenant.

● KCP - RTL

Après l'assassinat de Lucien Malyon, *Rebelles*, poursuit la dénonciation des responsables. Dans ce numéro :

- Les jeunes jugent Koski
- Quand KCP est sur la sellette, RTL veut garder les mains blanches.

● Sciences

Quelle énergie ? Pour quoi faire ?

Au sommaire également :

- Les leçons des législatives
- Renforçons l'UOPDP
- Vitry : Faut-il des flics dans les quartiers ?
- CET des Ecluses : les acquis d'une lutte exemplaire
- Argentine : boycott du Mondial !
- Lutte des peuples : Un Mozambique nouveau se construit
- *Rebelles* a rencontré : Champion de ski et collégien
- Un poète de la Révolution : Maïakovski
- Lutte contre le chômage : Blois, la campagne électorale des jeunes chômeurs.

PASSEZ VOS COMMANDES :
57, RUE ORDENER
75 018 PARIS

PROGRAMME TÉLÉ

Samedi 22 avril

TF 1

15 h 45 - Moto : 24 heures du Mans. *En direct du Mans*
 16 h 30 - Restez donc avec nous.
 18 h 05 - Trente millions d'amis
 18 h 40 - Magazine auto-moto
 19 h 10 - Six minutes pour vous défendre. *Les dangers de l'acool à brûler*
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Serpico
 21 h 30 - Concours eurovision de la chanson 1978. *En direct du Palais des Congrès.*

A 2

17 h 10 - Des animaux et des hommes. *La réintroduction des animaux en voie de disparition*
 18 h 00 - Ce jour-là, j'en témoigne. N° 2 : *automne 1940*
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top Club
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Maigret et le marchand de vin.
 22 h 20 - Questions sans visage
 23 h 10 - Drôle de baraque
 23 h 40 - Journal et fin

FR 3

18 h 00 - Triveh ha tri ugent. *La Bretagne au centre*
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 40 - Samedi entre nous
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Cinéma 16. Batailles pour les lavandes.
 22 h 00 - En avant-première du cycle Eisenstein. *Le pré de Béjine. Film soviétique*
 22 h 30 - Journal et fin

Dimanche 23 avril

TF 1

16 h 15 - Section contre-enquête
 17 h 10 - Sports première (suite)
 18 h 00 - Le jeune homme et le lion
 19 h 25 - Les animaux du monde
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'Aigle solitaire
 22 h 15 - Les grands mystères de la musique. *A propos des enfants prodiges.*
 23 h 10 - Journal et fin

A 2

13 h 00 - Journal
 13 h 20 - Bon dimanche
 19 h 00 - Stade 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Musique and music
 21 h 40 - Chili impressions. *Au bonheur des généraux.*
 22 h 45 - Journal et fin

FR 3

16 h 35 - La révolution nucléaire. *L'atome d'après guerre*
 17 h 30 - Espace musical
 18 h 25 - Cheval, mon ami
 18 h 50 - Plein air
 19 h 20 - Spécial DOM-TOM
 19 h 35 - Brioche
 20 h 05 - Histoire de France
 20 h 30 - Derniers témoins
 20 h 30 - Tourisme entre Vosges et forêt noire
 21 h 20 - Journal
 21 h 35 - L'homme en question : Georges Mathieu
 22 h 40 - Cinéma de minuit : cycle Eisenstein : *La grève. Tragédie sociale soviétique relatant la grève des métallurgistes en Russie, en 1912.*
 00 h 00 - Fin

Lundi 24 avril

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
 18 h 25 - Pour les jeunes
 18 h 55 - Le village englouti
 19 h 15 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'avenir du futur : *La chose d'un autre monde. Film fantastique suivi d'un débat sur les mystères du monde végétal.*
 22 h 55 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club
 20 h 00 - La tête et les jambes
 21 h 35 - Vive Joseph Delteil
 22 h 30 - Chefs-d'œuvre en péril
 23 h 00 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - La bonne soupe. *Film français*
 22 h 00 - Journal et fin

Le Groupement Régional Parisien de la Fédération Française des Ciné-Clubs organise une journée :

Cinéma et immigration

Samedi 29 avril (de 10 heures du matin à minuit)
 Au cinéma «Action République»
 18, rue du Faubourg du Temple à Paris
 (Métro : République)

Nous avons tenu à marquer là notre intérêt pour les problèmes des immigrés, et cela, bien entendu, dans le cadre d'une manifestation cinématographique.

Au programme de cette journée

10 h : «Bicots nègres, nos voisins» de Med Hondo
 France/Mauritanie 1973 (durée 2 h 30)
 12 h 30 : Débat.
 14 h 15 : «Lo Pais» de Gérard Guérin.

France 1973 (durée 1 h 30)
 Musique de Gilles Servat
 Prix de la première œuvre Beyrouth 1973
 Sélection officielle française (hors compétition)
 à Cannes en 1973.

15 h 45 : Débat.
 16 h 15 : «Quitter Thionville» de Mohamed Alkama.
 France 1977 (durée 1 h)
 17 h 15 : Débat.
 17 h 45 : «A cloche-pied sur les frontières» de Mohand Ben Salama. France 1977 (durée 50 mn).
 18 h 35 : Débat
 20 h 30 : «Safrana, ou le droit à la parole» de Sidney Sokhona. France 1976 (durée 1 h 30).
 22 h 00 : Débat
 22 h 30 : «Tous les autres s'appellent Ali» de Rainer Werner Fassbinder. RFA 1974 (durée 1 h 30).

A voir et à entendre

● Samedi 22 et dimanche 23 avril commence sur FR 3 un «Cycle Eisenstein». A 22 h samedi, *Le pré de Béjine* (film de 1935-36), film retraçant la lutte des «Koulaks» contre la politique agricole du gouvernement soviétique. L'unique copie du film fut détruite pendant la guerre ; ce qui reste, c'est un montage de photographies retrouvées plus tard.

● Dimanche à 22 h 40, *La grève* (1924), retraçant la lutte des ouvriers dans une usine métallurgique, en Russie en 1912.

● Dimanche 23 avril, à 21 h 40 sur Antenne 2, *Chili Impression*. Cette série d'émissions présente un reportage accablant sur le fascisme de Pinochet. Donnant la parole, parfois longuement à des militaires, ecclésiastiques, des partisans du régime, les auteurs de cette émission nous montrent le cynisme et la cruauté de la junte chilienne.

● Dimanche 23 avril à 10 h 30, sur France-Musique, en direct de Pékin, par l'orchestre Symphonique de Chine :

— Carnaval romain (ouverture) de Berlioz
 — «Dans mon cœur un flot monte aussi haut que ces vagues» poème symphonique d'après le texte de Mao Tse Toung.
 — Concerti pour piano, œuvre collective en quatre mouvements : Aube sur le port, joie au travail; venue du typhon, lutte contre les éléments; Après la tempête, la victoire.
 — Symphonie «Héroïque» n° 3) de Beethoven

● Mardi 25 avril à 20 h 30 sur A 2, le film *R.A.S.*, un des rares films qui retrace la lutte concrète des appelés lors de la guerre de libération d'Algérie. A noter le nombre de personnes réactionnaires qui participent au débat des Dossiers de l'écran.

Et l'acier fut trempé

116^e épisode

Kortchaguine venait de quitter l'institutrice d'un petit village, quand il entendit des cris. Les paysans de deux villages se battaient au sujet du bornage. Alors Kortchaguine fit galoper son cheval vers le lieu du massacre.

Vers la droite, dans le terrain en contrebas près de la rivière, s'étendaient des prés. Vers la gauche, à perte de vue, un champ de seigle escadait les buttes et coulait dans les creux. Le vent caressait les épis mûrs. Les coquelicots rougeoient au bord du chemin. Tout ici était silencieux et brûlant. Seuls parvenaient quelques cris venant de loin, de l'endroit là-bas où le serpent argenté de la rivière se chauffait au soleil.

L'étalon descendait vers les prés à une vitesse folle. « S'il trébuche, c'est la fin pour lui et pour moi », pensa Pavel. Mais il ne pouvait plus arrêter l'animal et, collé contre son cou, il écoutait le vent siffler dans ses oreilles.

Il déboucha dans un pré en galopant comme un fou. Des hommes s'y battaient avec une fureur aveugle, bestiale. Plusieurs corps ensanglantés gisaient par terre.

Le cheval renversa de son poitrail un barbu qui courait, un manche de faux cassé à la main, à la poursuite d'un jeune gars au visage en sang. Un paysan trapu, hâlé par le soleil, piétinait méthodiquement de ses lourdes bottes son adversaire gisant à terre.

Kortchaguine fonça dans la cohue sans retenir son cheval, dispersant les combattants. Sans leur laisser le temps de reprendre leurs esprits, il tournoyait sur place, lançant l'animal contre les hommes déchainés. Sentant qu'il ne pourrait mettre fin à cette mêlée sanglante que par une action aussi brutale et par la peur, il hurla frénétiquement :

— Dispersez-vous, tas de vipères, faites vite ou je vous descends tous, espèce de bandits !

Et, arrachant le mauser de son étui, il tira au-dessus d'un visage défiguré par la haine, l'écart du cheval, un autre coup de feu. Des faux tombèrent, des hommes reculèrent. C'est en galopant ainsi à travers le pré tout en vidant son mauser que le commissaire atteignit son but. Les

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

gens s'enfuirent dans toutes les directions pour éviter d'avoir à rendre des comptes et pour échapper à ce cavalier furieux, venu on ne savait d'où avec sa « machine infernale » qui tirait sans arrêt.

Le juge du district arriva bientôt à Poddoubtys. Malgré ses efforts et les interrogatoires des témoins, il ne put découvrir les responsables de la bagarre. Personne n'était mort de ses blessures, les élopés avaient guéri. Obstinement, avec une patience de bolchévik, le juge s'efforçait d'expliquer aux paysans rassemblés, le visage fermé, combien cette bataille avait été barbare et inadmissible.

— C'est la faute du bornage, camarade juge, nos limites sont brouillées ! C'est pour ça qu'on se bagarre tous les ans.

Certains eurent quand même à répondre de leurs agissements.

Et, la semaine suivante, une commission alla de pré en pré planter des piquets aux endroits litigieux. Le vieil arpenteur, couvert de sueur, harassé par la chaleur et la longue marche, disait à Kortchaguine en enroulant sa chaîne :

— Voilà trente ans que je suis dans le métier, et partout et toujours le bornage engendre des querelles. Regardez un peu cette ligne de partage des prés, c'est invraisemblable ! Un ivrogne marche plus droit que ça. Et dans les champs ! Des parcelles de trois pas, qui empiètent les unes sur les autres, c'est à devenir fou. Et chaque année ça se divise encore. Le fils se sépare du père, et voilà encore une parcelle coupée en deux. Croyez-moi : d'ici vingt ans, les champs ne seront plus que des lisières, on ne saura pas où ensemencher. D'ores et déjà, dix pour cent des terres sont gaspillées de cette façon.

Kortchaguine sourit :

— D'ici vingt ans, camarade arpenteur, nous n'aurons plus une seule borne.

Le vieux regarda avec condescendance son interlocuteur :

A SUIVRE.

La législation de la pollution maritime (1)

TEXTES PASSOIRES

Par Eric BREHAT

«La mer est aussi la chance et l'espoir de survie de l'humanité. Elle doit par conséquent, être respectée et sauvegardée». L'auteur de tels propos ne peut être qu'un écologiste convaincu, un barbu prêt à vouer aux gémonies tous les pollueurs de la terre et de la mer... Pas du tout, il s'agit de Raymond Barre, version N° 2, concluant son intervention lors du «grand débat sur la mer» au Parlement, le 8 juin 77, au cours duquel il s'était félicité des «succès français en matière de prévention et de lutte contre les pollutions accidentelles».

D'Ornano, alors ministre de la culture et de l'environnement, avait déclaré, la veille : «Nos sociétés industrielles ont suffisamment montré dans le passé leur souplesse, leur aptitude à résoudre les problèmes que secrétaient leur propre développement, leur aptitude à répondre aux aspirations ressenties par tous pour que nous puissions être convaincus que les progrès en ce domaine ne font que commencer». Le pétrole doit lui remonter un peu à la gorge, au prétentieux maire de Deauville. Car tout ce que «nos sociétés industrielles» ont été capables de fournir, contre les pollutions que leur principe de fonctionnement secrète, est un monceau de déclarations, de conventions internationales, de lois, circulaires et décrets. A l'épreuve des faits, du mazout de l'Amoco Cadiz, ces tas de papier se sont révélés parfaitement inopérants.

Il existe pourtant des lois concernant aussi bien la réglementation des rejets en mer, que la lutte contre les pollutions «accidentelles». Comme toutes les lois remettant en cause une parcelle de la liberté d'action des entreprises capitalistes, privées ou d'État, elles sont le fruit de luttes acharnées, de prise de conscience à la suite de catastrophes successives, et, dans le même temps elles tentent d'endiguer les mouvements populaires, seuls véritables recours contre la pollution. Leur examen ne manque pas d'intérêt, car si l'on s'en tenait à leur stricte application, certains industriels ou grandes compagnies y regarderaient à deux fois avant de déverser leurs poisons. La catastrophe de l'Amoco Cadiz aurait même peut être été évitée !

LA DÉRISOIRE LOI DE 54

Tout a commencé, à propos de la pollution par hydrocarbure, par une convention internationale signée à Londres le 12 mai 1954. La France avait signé cette convention, et, dix ans plus tard, une loi était votée par le Parlement, en application de la dite convention.

«Sera puni d'une amende de 2 000 F à 20 000 F, et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de dix jours à six mois et d'une amende de 5 000 F à 50 000 F ou de l'une de ces deux peines

seulement, tout capitaine français soumis aux dispositions de la convention internationale (...) qui se sera rendu coupable (...) de rejet à la mer d'hydrocarbures ou de mélanges d'hydrocarbures».

«Si l'infraction a été commise sur ordre exprès du propriétaire ou de l'exploitant du navire, ce propriétaire ou cet exploitant sera puni de peines qui pourront être portées au double».

La loi est étendue aux bâtiments étrangers, même relevant d'un gouvernement non contractant de la convention de Londres.

Trois remarques doivent être faites à son propos :

— Les peines d'amende prévues sont en dessous du dérisoire, puisque la loi concerne en fait les dégazages et vidanges volontaires de bâtiments de mer, et que le coût de ces opérations dans un équipement portuaire adapté est nettement plus élevé.

— La loi ne s'applique qu'aux délits commis dans les eaux intérieures françaises, ou dans les eaux territoriales, qui s'étendaient, à l'époque à six milles nautiques (11 km) des côtes. Ce qui voulait dire qu'un navire vidangeant à 15 km des côtes françaises pouvait le faire impunément.

— Les premiers décrets d'applications ont été pris trois ans plus tard.

Il est clair que, «menacés» d'une telle loi, armateurs, propriétaires et commandants de navires ont continué à vidanger comme si de rien n'était.

RÉACTUALISATION EN 73 : DU VENT...

Les protestations des marins que les cas d'infractions rele-

vés, l'amende n'a atteint le maximum prévu, et aucune peine de prison ferme, contre un commandant de bord ou un propriétaire, n'a été prononcée.

La loi, dont l'efficacité théorique a encore été étendue le 16 juillet 76 par son application dans la zone économique de 200 milles (370 km), est restée lettre morte. Une timide proposition parlementaire, lors du débat sur une loi concernant l'immersion en mer de déchets, visait à l'assortir d'une peine complémentaire obligatoire de confiscation du navire. A la dernière minute, le gouvernement déposait un amendement supprimant cette proposition. Les parlementaires eurent tôt fait de rentrer dans le rang.

PLAN POLMAR ET FANFARONNADES

La catastrophe du Torrey Canyon, en 1967, avait mis en évidence la nécessité d'une intervention rapide et coordonnée de services officiels dépendant de plusieurs ministères. Elle avait surtout montré la nécessité dans les zones où la probabilité d'accidents était la plus grande :

ne rien faire pour lutter contre les marées noires.

Le plan Polmar, codifié par une instruction du 23 décembre 70 signée par Chaban Delmas n'est en effet qu'un règlement permettant de coordonner l'action de divers services : «La lutte contre la pollution doit commencer en mer, sur le lieu de l'accident et sur les nappes qui dérivent vers la terre ; il s'agit donc d'opérations combinées où les moyens maritimes jouent un rôle considérable. Par ailleurs, lorsque le sinistre atteint une ampleur dépassant notablement les moyens de défense des autorités locales, il peut être nécessaire de procéder à des opérations d'envergure mettant en œuvre les moyens de plusieurs administrations et exigeant une coordination étroite de ces moyens».

De moyens spécifiques, il n'est pas question. Le plan Polmar a été légèrement modifié après les catastrophes de l'Olympic Bravery (le plan n'avait été déclenché que plusieurs semaines après l'échouement du pétrolier...) : ce n'est plus le premier ministre qui le déclenche, mais le préfet maritime. Pour l'Amoco Cadiz, le



«La France s'est fixée comme objectif de protéger 30 km de côtes» Michel d'Ornano (déclaration sur la politique de la mer, Juin 1977)

Les autorités pouvaient intervenir avant l'échouage !

«Dans le cas d'avarie ou d'accident en mer survenu à tout navire, aéronef, engin ou plate-forme transportant ou ayant à son bord des substances nocives, dangereuses ou des hydrocarbures, et pouvant créer des dangers graves et imminents susceptibles de porter atteinte au littoral (...), le propriétaire du dit navire (...) peut être mis en demeure de prendre toutes les mesures nécessaires. Dans le cas où cette mise en demeure reste sans effet ou n'a pas produit les effets attendus dans un délai, imparti, ou d'office en cas d'urgence, l'État peut faire exécuter les mesures nécessaires au frais du propriétaire ou en recouvrer le montant du coût auprès de ce dernier».

Loi du 6 juillet 1976. Article 16

pêcheurs ramenant de plus en plus souvent filets et casiers mazoutés, et des maires des stations balnéaires se sont rapidement amplifiés. Le ridicule d'une loi, qui dans sa forme, poussait à commettre le délit qu'elle prétendait sanctionner était patent. Aussi, une modification était votée le 16 mai 73, instituant une amende de 10 000 à 100 000 F, et/ou une peine de prison de trois mois à six mois, dès la première infraction. Prise au pied de la lettre, la loi devenait dissuasive, d'autant plus qu'entre temps, la limite des eaux territoriales avait été portée à 12 milles (22 km) des côtes. Le coût d'un dégazage en port, à l'époque était inférieur au maximum d'amende prévue. Or, jamais, dans les quel-

Méditerranée (surtout près de Berre), pointe de la Bretagne, Antifer-Le Havre, Pas-de-Calais. Seul, le premier aspect fut retenu. D'Ornano avait «justifié» cette position de la façon suivante : «Fallait-il aller plus loin en créant un organisme national spécialisé dans la lutte contre la pollution marine accidentelle ? Je ne le crois pas. Un tel organisme n'aurait ni l'échelle, ni l'entraînement, ni l'expérience, ni sans doute les moyens nécessaires pour assurer toujours et partout son efficacité» (déclaration du gouvernement sur les problèmes de la mer, 7 juin 77).

On ne pouvait affirmer plus crûment la décision parfaitement consciente du gouvernement de

plan a été déclenché quelques heures après l'éventrement du pétrolier. Mais à quoi sert de déclencher un plan plus tôt s'il reste aussi scandalusement vide ?

Vide, tel est bien le mot, si l'on se réfère à l'ineffable d'Ornano, dans la déclaration du gouvernement sur la mer déjà citée : «La France s'est fixée comme objectif de disposer de ces matériels et de ces produits (il s'agit de barrages, de pompes...) en quantité suffisante pour protéger 30 kilomètres de côte ou pour traiter 30 000 tonnes d'hydrocarbures. L'état de réalisation est supérieur à 75 %».

Au même moment, les chantiers de St Nazaire sortaient un supertanker de 500 000 tonnes.